

## **Le Forum Social Mondial - Les personnes sont la priorité**

Je me trouvais à Paris au mois de février de l'an 2000 quand j'ai commencé à imaginer le Forum Social Mondial. J'avais été frappé par l'importance accordée par les media internationaux au Forum Economique Mondial car dans presque toutes les nouvelles issues de la ville de Davos, l'économie était décrite comme étant la solution aux problèmes du monde. La misère, les épidémies, la mauvaise distribution des rentes, la faim, l'analphabétisme, les conflits, les dictatures, le manque de logement, la mortalité infantine, la dégradation de l'environnement et bien d'autres fléaux seraient donc éliminés par la réduction des restrictions au commerce et à la circulation des devises, délivrant ainsi le marché de la stricte réglementation à laquelle il est soumis et comme seul moyen pour toute l'humanité d'atteindre le bien être.

Je me demandais, tout en examinant le programme du Forum Economique Mondial : où sont les personnes, surtout les plus pauvres, dans ses discussions, à part le fait d'être considérés comme main d'œuvre et consommateurs ? Dans les salons élégants de cette luxueuse ville de ski, pour quelle raison les participants ayant payé des milliers de dollar pour être présents, se penchaient sur autant d'index économiques, occupant pratiquement tout l'espace du programme pour débattre la question si les Etats Unis se trouveraient en période de récession ou non, sans que personne ne songe à mentionner que durant ces 5 journées 150.000 enfants mourraient de faim dans le monde et 134 espèces de plantes et d'animaux arriveraient à totale extinction.

C'est à partir de cette réflexion que j'ai décidé qu'il fallait créer le Forum Social Mondial pour montrer que notre planète doit être considérée sous un autre angle, pour mettre en évidence des propositions et des actions qui mettront l'économie au service des gens et non pas les gens au service de l'économie, pour que tout un chacun puisse se demander quelle importance revêt son activité professionnelle et quels sont les intentions et les principes auxquels il finit par se soumettre. J'ai aussi proposé que le Forum Social soit réalisé à la même date que le Forum Economique pour que nous puissions nous apercevoir de l'existence d'alternatives et de choix éthiques à être faits : quelles sont les priorités ? Où les ressources doivent-elles être canalisées? Quels sont les principes auxquels les politiques, privées et publiques, doivent être soumises? Quelles sont les principes à être adoptés par les organisations et les gens?

Nous vivons dans un monde d'une inégalité absurde, un véritable baril non plus de poudre, mais nucléaire, chimique, écologique et biologique. Les 2/3 de l'humanité vit dans le dénuement.

En 1913, la différence entre les 20% plus riches et les 20% plus pauvres de la planète était de 11 fois plus, ce chiffre est passé à 30 fois plus en 1960, à 60 fois plus en 1990 et à 74 fois plus en 1997. Les vingt pour cent de la population mondiale détiennent 86% des revenus et, en 1998, 86% de l'accroissement des revenus ont également été appropriés par la même tranche de 20% de la population.

Au rythme actuel de dégradation de l'environnement, l'espèce humaine court le risque d'extinction jusqu'à la première moitié de ce siècle. Aujourd'hui, moins que 20% de la Terre est encore boisé. De récentes évaluations estiment qu'en moyenne 10 milles espèces sont anéanties par année !

Les conséquences de l'augmentation de la température à niveau du globe terrestre peuvent s'avérer dramatiques, causant le dégel des calottes polaires et l'inondation de plusieurs pays, la disparition des forêts modérées et la subite aridité de régions destinées à fournir la plupart de nos aliments.

Le Brésil est un des pays champions mondiaux de l'inégalité sociale où 50 millions de personnes vivent dans le dénuement et la plus noire misère. Les index sociaux sont impensables pour un pays possédant de telles richesses, ce qui montre combien le choix de nos priorités est pervers. Les 6,5% de notre Produit intérieur brut (PIB), soit 0,005% des ressources qui circulent journallement sur le marché mondial des spéculations, suffiraient à faire de sorte qu'aucun brésilien ne vive dans un état de pénurie absolue !

L'ONU estime que seulement 0,6% du PIB mondial annuel seraient suffisants pour que toute la population de la planète puisse bénéficier de l'enseignement, de soins médicaux, de l'alimentation et du planning familial. La Banque Mondiale estime qu'1% par année de la fortune des 200 personnes plus riches du monde suffirait à donner un enseignement de base à toute la population des enfants nécessiteux dans le monde. Le World Watch Institute de Washington estime que le coût total d'un programme de six ans visant à la protection du sol, au reboisement, à la réduction de la croissance de la population, à la révision de la dette des pays en voie de développement, à l'augmentation de l'efficacité énergétique et au développement de sources renouvelables d'énergie serait de l'ordre de \$ 750 milliards de dollars américains. C'est la somme que le monde dépense en armements dans l'espace d'une seule année !

De nombreux exemples nous montrent que quand il y a une volonté politique et des choix corrects, l'amélioration des index sociaux s'avère prodigieuse. Nous devons nous demander, dans ce dilemme vécu par le monde, si nous sommes disposés à revoir nos priorités. La préservation

de l'environnement dans notre planète, l'établissement d'une démocratie mondiale, une meilleure distribution des richesses et la possibilité de vivre de façon digne pour des milliards de personnes sans espoir et désespérées (représentant, par ailleurs, une masse formidable à manipuler pour n'importe quel groupe terroriste) peuvent contribuer à bâtir un monde de paix et de solidarité. Du choix entre ces nombreuses priorités, définies par le Forum Social Mondial et le Forum Economique Mondial, dépend l'avenir du Brésil et de toute l'humanité.

---

**Oded Grajew** est directeur-président de l'Instituto Ethos de Responsabilité Sociale des Entreprises et président du Conseil d'Administration de la Fondation Abrinq pour les Droits des Enfants et des Adolescents.